

Procès-verbal

246^e réunion du Comité de direction

14 et 15 septembre 2018

Ottawa (Ontario)

Réunion du Comité de direction

14 septembre	Hôtel Marriott Ottawa (Salon Sussex)	9 h – 17 h
15 septembre	Hôtel Marriott Ottawa (Salon Sussex)	9 h – 17 h

Activités spéciales

14 septembre	Déjeuner continental (Salon Sussex)	8 h – 9 h
14 septembre	Dîner (Salon Sussex)	12 h – 13 h 30
14 septembre	Comité du personnel (Salon Sussex)	12 h 30 – 13 h
14 septembre	Souper (Suite 520)	18 h 30
15 septembre	Déjeuner (Salon Sussex)	8 h – 9 h
15 septembre	Conseil d'administration du FLA (Salon Sussex)	12 h 15 – 12 h 30
15 septembre	Dîner (Salon Sussex)	12 h 30 – 13 h 30

Sont présents :

James Compton, président (UWOFA), président d'assemblée
 Brenda Austin-Smith, vice-présidente (UMFA)
 Yalla Sangaré, trésorier (APPBUSA)
 Robin Vose, président sortant (FAUST)
 David Newhouse, représentant ordinaire (Autochtone) (TUFA)
 John G. Kingma, représentant ordinaire (Québec) (SPUL)
 Marc Schroeder, représentant ordinaire (Général) (MRFA)
 Kelly Meckling, représentante ordinaire (Général) (UGFA)
 Peter McInnis, président, Comité de la liberté académique
 et de la permanence de l'emploi (ST.FXAUT)

Sarika Bose, présidente, Comité du personnel académique contractuel (UBCFA)
Terri Van Steinburg, présidente, Comité de la négociation collective
et des avantages économiques (KWANTLEN-FPSE)
Pat Armstrong, coprésidente, Comité de l'équité (YUFA)
Momin Rahman, coprésident, Comité de l'équité (TUFA)
Tim Ribaric, président, Comité des bibliothécaires et des archivistes (BUFA)
Blanca Navarro Pardiñas, représentante ordinaire (Francophone) (APPUMCE)

Personnel de l'ACPPU

David Robinson, directeur général
Chantal Vallerand, directrice des opérations
Pam Foster, directrice de la recherche et de l'action politique
Valérie Dufour, directrice des communications
Margaret McGovern-Potié, adjointe exécutive au directeur général

Allocution d'ouverture et reconnaissance du territoire

Le président souhaite la bienvenue aux membres et reconnaît que la réunion se tient sur le territoire non cédé du peuple algonquin.

01. Adoption de l'ordre du jour

NAVARRO PARDIÑAS/MCINNIS : QUE l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE

02. Approbation des procès-verbaux du Comité de direction

a. Réunion des 14, 15 et 16 juin 2018

MECKLING/KINGMA : QUE le procès-verbal de la réunion susmentionnée soit approuvé.

ADOPTÉE

03. Suivi des réunions précédentes

a. Revue de la liste des mesures à prendre

La liste des mesures à prendre est passée en revue.

04. Rapport du président

Le président rend compte des réunions auxquelles il a pris part depuis la séance d'orientation et de planification des 14, 15 et 16 juin 2018. Il a participé, le 23 juin dans l'Oregon, à une séance spéciale sur la précarité de l'emploi dans les médias à la Conférence de 2018 de l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication. Il a assisté aux réunions des comités de l'ACPPU les 23 et 24 août à Ottawa. Il souligne que le rapport de l'ACPPU sur les questions concernant le personnel académique contractuel a bénéficié d'une couverture médiatique importante. Il a de plus participé au tournage d'une vidéo promotionnelle de l'ACPPU qui est en cours de montage.

05. Rapport du directeur général

Le directeur général fait remarquer que l'automne s'annonce fort occupé. Jusqu'ici, le personnel de l'ACPPU a travaillé à la réalisation de plusieurs projets, dont la publication du rapport sur le personnel académique contractuel, la campagne de la Semaine de l'équité d'emploi, l'organisation de la Conférence pour le personnel académique autochtone et le lancement d'une nouvelle campagne sur la gouvernance. Il signale l'émergence de nouveaux cas d'atteinte à la liberté académique qu'il traitera plus loin dans son rapport sur la liberté académique. Il rend compte également de sa participation à la conférence du National Tertiary Education Union qui s'est tenue du 9 au 11 septembre à Melbourne, en Australie.

06. Action politique et campagnes

a. Relations gouvernementales

P. Foster, directrice de la recherche et de l'action politique, rend compte du récent remaniement ministériel du cabinet fédéral ainsi que des réunions tenues dernièrement avec des représentants du gouvernement, les directeurs des politiques aux cabinets des ministres des Sciences et du Travail, la directrice générale du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), et un analyste principal des politiques à l'Assemblée des Premières Nations (APN).

i. Consultations prébudgétaires

P. Foster fait part du mémoire que l'ACPPU a soumis dans le cadre des consultations en vue du budget fédéral de 2019 et dans lequel elle appelle à mettre en œuvre une stratégie nationale en matière d'éducation postsecondaire et à investir dans les chercheurs en début de carrière et dans l'éducation des Autochtones. Le mémoire de l'ACPPU est inclus dans le dossier de réunion.

ii. Consultations sur le recours aux travailleurs étrangers

P. Foster indique que l'ACPPU a soumis un mémoire à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada dans le cadre des consultations sur le recours aux programmes des travailleurs étrangers par le milieu universitaire. Le mémoire est inclus dans le dossier de réunion.

iii. Étude parlementaire sur la sécurité économique des femmes

P. Foster indique que le Comité permanent de la condition féminine a présenté à la Chambre des communes, le 14 juin, son rapport intitulé *La sécurité économique des femmes : assurer l'avenir de l'économie canadienne*. Une copie du communiqué du comité permanent est incluse dans le dossier de réunion.

iv. Consultations fédérales sur le Code canadien du travail

P. Foster indique que le ministère de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail a publié son rapport intitulé *Ce que nous avons entendu sur les résultats des consultations fédérales sur la modernisation des normes du travail fédérales*.

b. Campagnes**i. Droit d'auteur**

P. Foster fait état de la participation de l'ACPPU à l'examen législatif de la *Loi sur la modernisation du droit d'auteur*. L'ACPPU réclame le maintien des dispositions sur l'utilisation équitable prévues dans la loi actuelle. Elle préconise également que la *Loi* reconnaisse le droit des Autochtones de contrôler pleinement les œuvres de création de leurs collectivités, maintienne la durée de protection actuelle du droit d'auteur et facilite l'accès aux œuvres numériques.

ii. Semaine de l'équité d'emploi

P. Foster indique que l'ACPPU a publié, le 4 septembre, les résultats du premier sondage national auprès du personnel académique contractuel. Une copie du rapport intitulé *De l'ombre à la lumière : les expériences du personnel académique contractuel* est incluse dans le dossier de réunion. P. Foster souligne que le rapport a généré une importante couverture médiatique.

Elle précise que la Semaine de l'équité d'emploi se déroulera du 22 au 26 octobre. Le site web de la campagne a été mis à jour et les associations locales de personnel académique sont invitées à organiser des activités sur leurs campus dans le cadre de cet événement. L'ACPPU mettra à la disposition des associations membres des affiches et d'autres supports de campagne qu'elle a produits à cet effet.

iii. Gouvernance

P. Foster indique que l'ACPPU est sur le point de lancer une campagne sur la gouvernance destinée à aider les associations membres souhaitant changer les politiques et les pratiques de leurs établissements afin de renforcer la gouvernance collégiale. Une copie de l'affiche de la campagne est incluse dans le dossier de réunion.

Il est recommandé que le Comité de direction établisse un groupe de travail chargé d'examiner des stratégies que les associations peuvent mettre en œuvre pour améliorer ou renforcer les structures de gouvernance de leurs établissements. M. Schroeder, P. McInnis, J. Kingma et K. Meckling acceptent de faire partie de ce groupe de travail.

vi. Élections fédérales

P. Foster indique que l'ACPPU a entrepris la préparation des messages en vue des prochaines élections fédérales et la mise à jour de la trousse électorale.

A. Assurance-médicaments

P. Foster parle de la campagne phare du CTC préconisant l'établissement d'un régime national d'assurance-médicaments. Elle souligne qu'un certain nombre d'organismes nationaux appuient l'énoncé des principes établis par consensus. Une copie du document *Principes établis par consensus* est incluse dans le dossier de réunion.

VAN STEINBURG/ARMSTRONG : QUE l'ACPPU appuie les principes établis par consensus pour la mise en œuvre du régime d'assurance-médicaments.

ADOPTÉE

c. Équité dans les programmes fédéraux de recherche

P. Foster indique que le dossier des chaires de recherche du Canada (CRC) est actuellement à l'étape de la médiation. Elle signale que l'ACPPU a présenté, le 1^{er} août, un résumé des différents aspects de la médiation au nom du groupe de règlement du dossier des CRC. Une copie du résumé est incluse dans le dossier de réunion.

P. Foster fait part de l'annonce de la ministre des Sciences et des Sports selon laquelle le Canada adaptera le programme britannique Athena Swan (Scientific Women's Academic Network). Le gouvernement tiendra des consultations auprès des établissements d'enseignement postsecondaire afin de connaître leur point de vue sur la façon d'adapter l'initiative à la réalité canadienne.

d. Liberté civiles

i. Projet de loi C-59

Le directeur général attire l'attention sur une fiche d'information sur le projet de loi C-59 produite par la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, qui est incluse dans le dossier de réunion. Il mentionne que le projet de loi est en deuxième lecture au Sénat.

ii. Hassan Diab

Le directeur général fait le point sur l'affaire Hassan Diab. Le gouvernement fédéral a lancé un examen interne sur la question. M. Diab réclame la tenue d'une enquête exhaustive et indépendante. Plusieurs articles de presse sont inclus dans le dossier de réunion.

iii. Gouvernement de l'Ontario : la liberté d'expression sur les campus

Le directeur général rend compte de la nouvelle loi ontarienne obligeant les universités et les collèges de la province à adopter des politiques relatives à la liberté d'expression.

e. Affaires internationales

i. Partenariats de solidarité

A. Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires (PFUPE)

Le directeur général indique que l'ACPPU a apporté son concours à la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés universitaires pour l'organisation d'un atelier sur les pensions qui s'est tenu le mois dernier. Il signale l'augmentation du nombre d'incidents à la suite desquels des universitaires internationaux sont interdits d'accès en Cisjordanie.

B. Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe (COLAZ)

Le directeur général indique que l'ACPPU prête assistance à l'Association des chargés de cours des collèges du Zimbabwe pour l'organisation d'un atelier sur le genre et l'incapacité.

C. Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES)

Le directeur général indique que l'ACPPU apporte une aide financière au Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal pour la réalisation d'un projet de recherche sur les finances des universités. Le rapport à cet égard est terminé et sera diffusé lorsqu'il sera disponible.

D. Proposition de projet avec CONADU-IEC

Le directeur général rend compte d'un projet de soutien au développement de syndicats de l'enseignement supérieur en Amérique du Sud. Une proposition devrait être soumise à l'examen du Comité de direction à sa réunion de novembre.

E. Association des professeures et professeurs d'université du Ghana (UTAG)

Le directeur général mentionne que l'ACPPU apporte une aide financière à l'UTAG pour soutenir la création d'un atelier sur l'élaboration de politiques qui sera tenu en octobre.

ii. Proposition de la Commission de l'enseignement supérieur du Pakistan

Le directeur général mentionne qu'une proposition de partenariat lui a été adressée en vue de contribuer au développement de l'enseignement supérieur au Pakistan. De plus amples détails seront communiqués à la prochaine réunion du Comité de direction en novembre.

iii. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

iv. UNESCO

Le directeur général annonce que la prochaine conférence mondiale de l'UNESCO aura lieu en 2020.

v. Organisation internationale du Travail (ILO)

Forum de dialogue mondial sur les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur

Le directeur général indique qu'il participera au Forum de dialogue mondial de l'ILO sur les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur, du 18 au 20 septembre à Genève.

vi. Internationale de l'Éducation

Le directeur général signale que la prochaine conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'éducation supérieure se tiendra à Taipei, à Taïwan, du 14 au 16 novembre.

Le prochain congrès mondial de l'IE aura lieu à Bangkok, en Thaïlande, en juillet 2019.

vii. Appels et campagnes

A. Hongrie

Le directeur général souligne que le gouvernement de la Hongrie a mis fin à l'accréditation et au financement des programmes d'études du genre dans les établissements postsecondaires du pays. Plusieurs articles de presse sont inclus dans le dossier de réunion.

B. Inde

Le directeur général rend compte des récents raids menés par la police indienne dans les résidences de plusieurs militants, dont deux éminents universitaires, les professeurs Satyanarayana et Anand Teltumbde. Une copie d'une pétition en ligne adressée au président de l'Inde est incluse dans le dossier de réunion.

07. Rapports des comités

a. Rapports des comités permanents

i. Liberté académique et permanence de l'emploi

P. McInnis, président du Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a tenu une réunion conjointe avec le Comité de l'équité et il tiendra une téléconférence au sujet du comité d'enquête spécial sur l'affaire Mehta.

ii. Négociation collective et avantages économiques

T. Van Steinburg, présidente du Comité de la négociation collective et des avantages économiques (CNCAE), rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a tenu également une réunion conjointe avec le Comité du personnel académique contractuel. Le directeur général indique que le CNCAE pourrait participer davantage à l'organisation du Forum pour les négociateurs en chef qui se tient en mars tous les ans. Il examinera la possibilité de modifier la date de la prochaine réunion régulière du CNCAE de sorte que celle-ci puisse se tenir parallèlement au forum.

iii. Personnel académique contractuel

S. Bose, présidente du Comité du personnel académique contractuel, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité en est au stade de la planification de la Semaine de l'équité d'emploi qui se déroulera du 22 au 26 octobre. Elle mentionne qu'elle a assisté au Congrès COCAL (Regroupement des précaires de l'enseignement supérieur) du 3 au 5 août à San Jose.

iv. Équité

P. Armstrong et Momin Rahman, coprésidents du Comité de l'équité, rendent compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a tenu également une réunion conjointe avec le Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi. Il a rédigé deux nouveaux projets d'énoncés de principes : le premier, sur les questions de santé mentale, le second, sur la justice sociale. Ces énoncés seront soumis à l'examen du Comité de direction. P. Armstrong fait part de l'immense succès qu'a connu l'atelier

de « formation des formateurs » en août. Le comité recommandera une candidature au Prix Sarah-Shorten lors de l'assemblée d'automne du Conseil.

v. Bibliothécaires et archivistes

T. Ribaric, président du Comité des bibliothécaires et des archivistes, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité est en voie de terminer la rédaction d'un avis consultatif sur les enjeux propres aux bibliothécaires. Il a tenu une réunion conjointe avec le Comité des francophones. T. Ribaric fait savoir que le comité déposera un projet de budget pour la prochaine conférence des bibliothécaires et des archivistes prévue pour l'automne 2019. En outre, le comité soumettra au Conseil une candidature au Prix des bibliothécaires et des archivistes pour services émérites.

b. Rapports des comités du Comité de direction

i. Francophones

B. Navarro Pardiñas, présidente du Comité des francophones, rend compte de la réunion que le comité a tenue en août. Le comité a tenu également une réunion conjointe avec le Comité des bibliothécaires et des archivistes. Elle mentionne que le comité a dressé une liste des francophones qui pourraient être invités à prendre la parole à l'occasion d'événements de l'ACPPU. Elle signale que l'année 2019 marquera le 50^e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles* et elle recommande que l'ACPPU célèbre cet événement.

ii. Personnel enseignant clinicien

Le directeur général mentionne que le Comité du personnel enseignant clinicien s'est réuni le 27 août à Ottawa. Le comité a fait état de préoccupations concernant les écoles de médecine qui établissent des politiques relatives aux apprenants victimes de maltraitance.

c. Rapports des groupes de travail

i. Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones

D. Newhouse, président du Groupe de travail sur l'éducation postsecondaire des Autochtones, rend compte des travaux du groupe de travail. Il mentionne que le groupe de travail en est au dernier stade de la planification de la Conférence pour le personnel académique autochtone qui aura lieu les 19 et 20 octobre 2018 à Ottawa. Le groupe de travail se réunira avant la conférence. D. Newhouse souligne la nécessité de mener une enquête nationale sur les conditions de travail du personnel académique autochtone.

08. Questions d'organisation

a. **POINT À HEURE FIXE (vendredi, 11 h 30)**

Questions financières et administratives

i. Rapport financier : exercice clos le 30 juin 2018

Y. Sangaré, trésorier, présente le rapport trimestriel des résultats financiers pour l'exercice clos le 30 juin 2018.

A. Examen du budget 2018-2019

Le directeur général discute du besoin éventuel de personnel supplémentaire, sous réserve de l'approbation du Conseil. La directrice des opérations passe en revue le budget 2018-2019 de l'ACPPU et évalue si la création d'un nouveau poste est financièrement abordable.

MCINNIS/BOSE : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

MECKLING/MCINNIS : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

ii. Demandes de dégageant

C. Vallerand, directrice des opérations, indique que la plupart des membres du Comité de direction lui ont soumis leur demande de dégageant. Elle invite les membres à communiquer avec elle pour toute question concernant la politique de l'ACPPU sur les dégageants de cours.

La directrice des opérations fait le point sur une question qui s'est posée à propos du temps de dégageant accordé à un membre qui a démissionné de son poste avant la fin de son mandat.

VAN STEINBURG/KINGMA : QUE l'ACPPU demande le remboursement de la portion des fonds accordés aux fins d'un dégageant dans le cas où un membre du Comité de direction démissionne de son poste avant la fin de son mandat.

ADOPTÉE

iii. Demandes d'aide financière

A. OpenMedia

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part du réseau OpenMedia.

MECKLING/SANGARÉ : QUE l'ACPPU fasse un don de 5 000 \$ au réseau OpenMedia.

ADOPTÉE

B. CSILC

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC).

VOSE/VAN STEINBURG : QUE l'ACPPU fasse un don de 20 000 \$ à la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC).

ADOPTÉE

C. Centre canadien de politiques alternatives

Le Comité de direction examine une demande d'aide financière de la part du Centre canadien de politiques alternatives.

MCINNIS/VAN STEINBURG : QUE l'ACPPU verse 6 000 \$ au Centre canadien de politiques alternatives.

AMENDEMENT :

GRAEBNER/VAN STEINBURG : QUE le montant de la contribution soit haussé à 10 000 \$.

La motion principale est mise aux voix avec l'amendement et est adoptée.

ADOPTÉE
(1 abstention)

b. Affaires relatives aux membres

i. Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia

Le directeur général indique que l'Association des professeur(e)s à temps partiel de l'Université Concordia sollicitera le statut de membre de l'ACPPU à l'assemblée du Conseil en novembre.

c. Rapport du directeur général sur la liberté académique

i. Enquêtes

A) Mehta (Acadia)

Le directeur général rend compte de l'enquête en cours du comité spécial chargé d'examiner l'affaire Rick Mehta à l'Université Acadia.

ii. Dossiers

A. Persinger (Laurentienne)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Michael Persinger à l'Université Laurentienne. Il annonce que le professeur Persinger est décédé en août.

B. Hall (Lethbridge)

Le directeur général fait le point sur l'affaire Tony Hall à l'Université de Lethbridge. Il indique qu'un règlement est intervenu dans le dossier.

C. Potter (McGill)

Le directeur général rend compte de l'affaire Andrew Potter à l'Université McGill. Le rapport fait actuellement l'objet d'une mise au point finale en vue de sa publication.

D. Études islamiques (McGill)

Le directeur général rend compte du cas d'un professeur d'études islamiques de l'Université McGill à qui l'on a refusé la permanence.

E. Collège Durham

Le directeur général fait état des préoccupations que suscite la politique du Collège Durham sur la participation à des élections communautaires et à des activités politiques. Il signale que l'association du personnel académique du collège a déposé un grief.

F. Pyne (Thompson-Rivers)

Le directeur général rend compte de l'affaire Derek Pyne à l'Université Thompson-Rivers. Le professeur Pyne a été suspendu sans salaire en juillet. Le directeur général indique que l'ACPPU pourrait lancer une enquête sur ce dossier.

d. Rapport sur les litiges

i. UNBC

Le directeur général fait état de l'intervention de l'ACPPU dans une affaire concernant plusieurs suspensions à l'Université du nord de la Colombie-Britannique (UNBC).

ii. Université Wilfrid-Laurier

Le directeur général rend compte du dossier sur l'état de la liberté d'expression dans cet établissement.

iii. Access Copyright c. Université York

Le directeur général indique que l'ACPPU a obtenu le statut d'intervenant dans l'affaire *Access Copyright c. Université York*.

iv. Décisions arbitrales

Le directeur général rend compte de plusieurs décisions arbitrales présentant un intérêt particulier pour le secteur de l'éducation postsecondaire.

A. Ryerson

B. Lakehead

C. Université du Québec en Outaouais

e. Rapport sur la négociation collective

Le rapport sur la négociation collective est inclus dans le dossier de réunion.

f. Rapport sur la formation

Le rapport sur le programme de formation offert par l'ACPPU est inclus dans le dossier de réunion.

g. Rapport sur la santé et la sécurité au travail

Le directeur général fait rapport sur la santé et la sécurité au travail.

h. Rapport sur la syndicalisation

Le directeur général fait rapport sur les activités de syndicalisation en cours.

i. Publications

i. Rapport du comité de rédaction du *Bulletin*

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

ii. Monographies de l'ACPPU

B. Austin-Smith, présidente du comité de rédaction du *Bulletin*, attire l'attention sur le rapport inclus dans le dossier de réunion qui propose différentes options pour publier les monographies sur des sites web à accès libre. Une proposition de projet reçue de la firme Ictinus est incluse dans le dossier de réunion.

AUSTIN-SMITH/VOSE : QUE le Comité de direction donne suite à la proposition de projet de la firme Ictinus.

ADOPTÉE

j. Prix Lee-Lorch

VOSE/AUSTIN-SMITH : QUE le Prix Lee-Lorch 2018 soit décerné au professeur David Este de la faculté de travail social de l'Université de Calgary.

ADOPTÉE

k. Consultations auprès des membres

V. Dufour, directrice des communications, et C. Vallerand, directrice des opérations, font part du projet envisagé de mener des consultations auprès des établissements francophones cet automne.

09. POINT À HEURE FIXE (samedi, 12 h)

Affaires relatives au personnel

a. Rapport du comité du personnel

Le président du comité du personnel, R. Vose, rend compte de la réunion du comité. Il indique que deux employés ont remis leur démission : Rosa Barker a démissionné à la fin d'août pour aller s'installer à Toronto; John Eustace a accepté un poste de l'Alliance de la fonction publique du Canada. À l'heure actuelle, l'ACPPU compte un employé en congé de maladie, un contractuel et une personne embauchée sur une base temporaire.

b. Effectifs et questions administratives connexes

Le directeur général rend compte des questions concernant les effectifs.

HUIS CLOS

c. Affaires concernant la direction

KINGMA/VAN STEINBURG : QUE la séance se poursuive à huis clos.

ADOPTÉE

KINGMA/ARMSTRONG : QUE la séance reprenne son cours normal.

ADOPTÉE

10. Énoncés de principes et clauses modèles

a. Énoncés de principes

i. Enseignement à distance et en ligne

AUSTIN-SMITH/VAN STEINBURG : QUE l'énoncé de principes révisé sur l'enseignement à distance et en ligne soit approuvé avec les modifications ci-après, puis transmis pour examen au Conseil :

- Réviser le point centré 6 comme suit : **Quel que soit le mode de prestation**, pour assurer l'équité [...], les associations de personnel académique **devraient négocier** négocient **dans** leurs conventions collectives ~~de sorte que celles-ci renferment les~~ **des dispositions prévoyant ce qui suit** :
- Réviser le point centré 8 comme suit : Les membres du personnel académique qui conçoivent des cours conservent leurs droits d'auteur et autres de propriété intellectuelle **relatifs au contenu de** ces cours. ~~Toutes les révisions apportées au matériel protégé par le droit d'auteur doit être approuvées par le détenteur du droit d'auteur.~~
- Supprimer le nouveau libellé proposé suivant : ~~Academic Staff should not be offered "piecemeal contracts" to teach distance or online courses, unless an individual's unique expertise can only be acquired and accessed through that individual's contributions of one or two lessons to the course as a whole. Piecemeal work creates a fragmented course for students and enhances precarity for academic staff. In other words, while a course may be team-taught, with each instructor contributing similar proportions of work, each instructor should be compensated for the full course, rather than for only sections of it. Some concerns about piecemeal contracts overlap with CAUT's Policy Statement on Outsourcing.~~
- Supprimer le nouveau libellé proposé suivant : ~~Privacy rights of Academic Staff and students should be respected in accordance with all federal and provincial legislation. Neither Academic Staff nor students should be subject to administrative monitoring, or be required to reveal their identities via videos, photographs or other media.~~

ADOPTÉE

ii. Violence sexuelle dans les établissements postsecondaires

ARMSTRONG/VOSE : QUE le nouvel énoncé de principes sur la violence sexuelle dans les établissements postsecondaires soit approuvé et transmis pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

b. Clauses modèles

i. Nominations

Le Comité de direction examine la clause modèle sur les nominations qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques.

ARMSTRONG/VOSE : QUE les modifications de forme apportées à la clause modèle sur les nominations soient approuvées.

ADOPTÉE

ii. Élimination de la discrimination en milieu de travail

Le Comité de direction examine la clause modèle sur l'élimination de la discrimination en milieu de travail qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques.

NAVARRO PARDIÑAS/BOSE : QUE les modifications de forme apportées à la clause modèle sur l'élimination de la discrimination en milieu de travail soient approuvées.

ADOPTÉE

iii. Clause antidiscriminatoire

Le Comité de direction examine la clause modèle antidiscriminatoire qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques dans le cadre de l'examen de l'énoncé de principes sur la structure salariale. Le Comité de direction convient de maintenir la clause modèle en l'état.

v. Ouverture et transparence

MECKLING/AUSTIN-SMITH : QUE la clause modèle révisée sur l'ouverture et la transparence soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

vi. Équité salariale

ARMSTRONG/VAN STEINBURG : QUE la clause modèle révisée sur l'équité salariale (renommée *Clause modèle sur le droit fondamental à l'équité dans la rémunération*) soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

vii. Liberté académique

NEWHOUSE/MECKLING : QUE la clause modèle révisée sur la liberté académique, qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques, soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

viii. Responsabilité légale

Le Comité de direction examine la clause modèle sur la responsabilité légale qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques (CNCAE) dans le cadre de l'examen de l'énoncé de principes sur les poursuites en diffamation découlant d'activités académiques. Le CNCAE recommande de n'apporter aucune modification à l'énoncé. Le Comité de direction convient de maintenir la clause modèle en l'état.

ix. Congé de compassion

ARMSTONG/NAVARRO PARDIÑAS : QUE la clause modèle révisée sur le congé de compassion (renommée *Clause modèle sur les aidants naturels*), qui a été révisée par

le Comité de la négociation collective et des avantages économiques, soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

- x. Protection de la vie privée et des renseignements personnels sur la santé

MECKLING/AUSTIN-SMITH : QUE la clause modèle révisée sur la protection de la vie privée et des renseignements personnels sur la santé (renommée *Clause modèle sur la confidentialité des renseignements personnels et médicaux*), qui a été révisée par le Comité de la négociation collective et des avantages économiques, soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

- c. Politiques administratives

- i. Dégagement

Le Comité de direction examine les modifications proposées à la politique sur le dégagement telles qu'elles sont recommandées par le directeur général.

ARMSTRONG/VOSE : QUE les modifications de forme apportées à la politique sur le dégagement soient approuvées.

ADOPTÉE

- ii. Remboursement des frais d'accréditation

VAN STEINBURG/NAVARRO PARDIÑAS : QUE la politique révisée sur le remboursement des frais d'accréditation, qui a été révisée par le directeur général, soit approuvée et transmise pour examen au Conseil.

ADOPTÉE

11. Réunions, conférences et coalitions

- a. Participation à des réunions et conférences

- i. Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Le trésorier rend compte de sa présence au congrès de la CSQ tenu du 26 au 29 juin à Québec.

- ii. Conférence annuelle de l'Association of Labor Relations Agencies (23 juillet, Boston)

Le directeur général rend compte de sa participation à un panel sur la négociation dans le secteur de l'éducation supérieure, dans le cadre de la conférence annuelle de l'Association of Labor Relations Agencies, le 23 juillet à Boston.

- iii. Réunions des comités de l'ACPPU (24 et 25 août, Ottawa)

Cette question est traitée sous le point 07. (a).

- iv. Réunion du Comité du personnel enseignant clinicien (27 août, Ottawa)

Cette question est traitée sous le point 07. (b)(ii).

v. Conférence du NTEU sur l'avenir du secteur (9 au 11 septembre, Melbourne)

Le directeur général rend compte de sa participation à la conférence du National Tertiary Education Union qui s'est tenue à Melbourne, en Australie, du 9 au 11 septembre.

b. Réunions, activités et conférences prochaines

- i. Organisation internationale du Travail – Forum de dialogue mondial sur les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur, 18 au 20 septembre, Genève

Cette question est traitée sous le point 06. (e)(i)(v).

- ii. Caisse de défense de l'ACPPU, 13 octobre, Montréal

Le directeur général indique qu'il assistera à la réunion de la Caisse de défense de l'ACPPU le 13 octobre à Montréal. C. Vallerand, J. Compton, P. McInnis et Y. Sangare comptent aussi y être présents.

- iii. Conférence des associations de professeurs de l'Ouest, 18 au 20 octobre, Athabasca

Le directeur général mentionne que le président assistera à la conférence des associations de professeurs de l'Ouest, du 18 au 20 octobre à Athabasca, en Alberta.

- iv. Conférence pour le personnel académique autochtone de l'ACPPU, 19 et 20 octobre, Ottawa

Cette question est traitée sous le point 07. (c)(i).

- v. Semaine de l'équité d'emploi, 22 au 26 octobre

Cette question est traitée sous le point 06. (b)(ii).

- vi. Conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'éducation supérieure, 12 au 14 novembre, Taipei

Le directeur général indique que le président, la vice-présidente et lui assisteront à la conférence de l'Internationale de l'Éducation sur l'éducation supérieure, du 12 au 14 novembre, à Taipei.

c. Coalitions

- i. Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

- ii. Consortium canadien pour la recherche

P. Foster rend compte des travaux du Consortium canadien pour la recherche.

iii. Réseau pour l'éducation publique

P. Foster rend compte des activités du Réseau.

d. Organismes associés

i. Fondation Harry-Crowe

Le directeur général indique que la planification de la Conférence de la Fondation Harry-Crowe prévue pour les 22 et 23 février 2019 à Toronto va bon train.

ii. SNACPPU

T. Van Steinburg, présidente du Syndicat national de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (SNACPPU) fait le point sur les activités du Congrès du travail du Canada.

iii. Fiducie J.H.-Stewart-Reid

C. Vallerand indique que les administrateurs de la Fiducie J.H.-Stewart-Reid ont sélectionné Claire Thomson, doctorante au département d'histoire de l'Université de l'Alberta, comme lauréate de la Bourse commémorative J.H.-Stewart-Reid pour 2018-2019.

iv. Fondation de l'ACPPU pour les réfugiés

Il n'y a rien de nouveau à signaler.

12. Questions diverses

Aucune question n'est à l'étude.

13. Revue de la réunion

La réunion est passée en revue.

14. Éléments d'information

Aucun autre élément d'information n'est à l'étude.